

Les garanties de Jean-Marc Ayrault à Michel Vauzelle

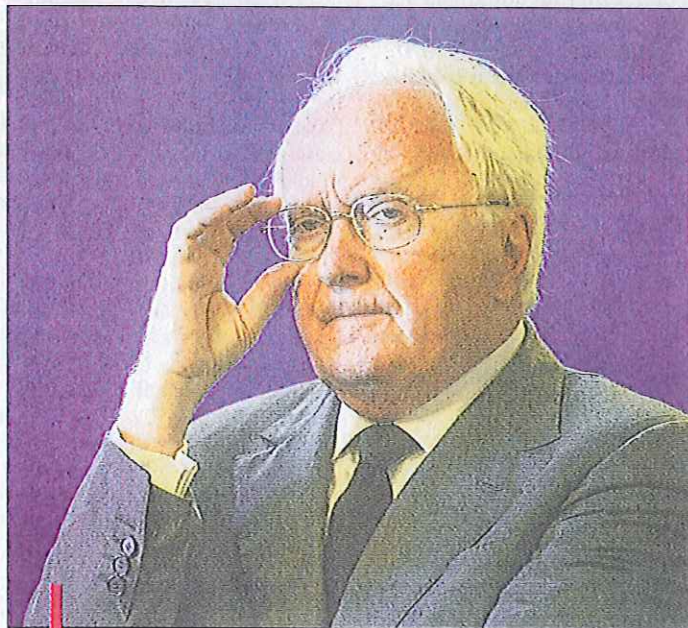
Le président de la Région et ses homologues étaient reçus, hier, à Matignon

Michel Vauzelle avait milité pour que les contrats de projets entre État et régions redeviennent contrats de plan. De la sémantique? Pas seulement. Entouré de plusieurs ministres à Matignon, hier midi, Jean-Marc Ayrault a offert aux présidents des régions une vision à l'horizon 2020. Économie numérique, transition écologique, mobilité multimodale sonnent comme des concepts futuristes. Au-delà se dessinent des budgets, 29,5 milliards d'euros sur le précédent contrat tout de même, capables de solidifier des politiques en faveur de l'emploi ou de la jeunesse. Plus des perspectives. Hier, le Premier ministre a ainsi donné quelques garanties à Michel Vauzelle.

Sur quels points avez-vous perçu des avancées hier?

L'État redonne aux Régions cette prééminence qu'elles avaient perdue et qui manquait pour gérer au mieux l'aménagement du territoire. J'ai, par exemple, demandé au Premier ministre que soit améliorée l'aide aux entreprises travaillant à l'international. Sur les fonds européens, la Région devrait également mieux se faire entendre. J'ai également insisté sur la nécessité de mieux insérer l'agriculture dans notre paysage économique.

L'émergence de la métropole a-t-elle contribué à ce renouveau des Régions?



Michel Vauzelle: "Nous devons tous faire un effort pour cette ville et sa région".

/ PHOTO CYRIL SOLLIER

Deux conceptions s'affrontent. Celle de mégapoles à l'image de ce que l'on voit en Chine ou aux États-Unis. Celle de métropoles qui s'insèrent dans une région. Nice et Marseille doivent être celles-là et j'ai rappelé au Premier ministre les engagements qui ont été pris il y a un an. Le travail des élus doit être global en termes de vision. C'est pour cette raison que je voterai contre le cumul des mandats, parce que je pense qu'un élu local qui a un pied au Parlement est plus à même de défendre un

territoire.

À ce sujet, le Premier ministre vous a-t-il donné des éléments nouveaux sur les infrastructures à venir?

Non, puisque nous avons essentiellement parlé de la réforme régionale. Mais nous devons nous revoir très bientôt avec le Premier ministre, avant sa venue à Marseille prévue fin octobre, pour évoquer le contournement d'Arles et la ligne TGV.

Avez-vous des garanties?

"J'ai obtenu les équipements souhaités sur les transports."

J'ai obtenu les équipements que je souhaitais sur les transports. Le Premier ministre m'a redit que notre région recevrait à elle seule 25% des crédits de l'État. Le gouvernement ne se déplace pas ici pour les seules raisons de sécurité. Il est manifestement bien intentionné et entend le fait que la région et Marseille soient au centre d'un arc économique allant de la Catalogne à la région génoise. Si la France doit jouer demain un rôle en Méditerranée, cela passe par une Région forte. Le gouvernement en est très conscient. Le vote de la loi sur les régions en début d'année nous donnera quelques perspectives.

Que pensez-vous du pacte national pour Marseille?

Physiquement, Marseille tourne le dos à la Provence et regarde vers la mer et la Ligurie. Mais le sort des Marseillais est lié à celui des Provençaux et des Français. Voyons un peu plus loin que ce que nous laisse entendre le bruit des kalachnikov. Le gouvernement vient souvent à Marseille. La cohérence veut que nous fassions tous un effort pour cette ville et sa région.

Recueilli par François TONNEAU